

**Union européenne - Pêche  
électrique - Réponse de M.  
Christophe Castaner, secrétaire  
d'État chargé des relations avec le  
Parlement, à une question au  
gouvernement à l'Assemblée  
nationale**

(Paris, 13 décembre 2017)

(Question sur l'extension de la pêche électrique dans l'Union européenne)

Monsieur le Député, après votre collègue il y a quelques semaines, vous interrogez le gouvernement sur un sujet qui doit tous nous rassembler : l'impact de cette forme de pêche sur l'environnement et les milieux climatiques, qui peut s'avérer extrêmement négatif.

Je vous prie d'abord de bien vouloir excuser l'absence du ministre de l'agriculture, retenu depuis quarante-huit heures par le conseil agriculture et pêche, qui s'est réuni toute la nuit.

Les membres de la commission de la pêche au Parlement européen n'ont pas réussi à trouver un accord sur l'avenir de la pêche électrique. Il faudra que le Parlement européen se prononce à nouveau sur ce sujet dans le courant du mois de février 2018.

La position de la France est extrêmement claire, Monsieur le Député : elle s'opposera à toute levée de l'interdiction de la pêche électrique au-delà des dérogations actuelles. Vous avez évoqué celles-ci avec une certaine inquiétude et vous avez raison : les dérogations doivent être cantonnées à des fins d'expérimentation et de recherche scientifiques. C'est dans ce cadre que cette pêche est aujourd'hui pratiquée et il convient de veiller à ce qu'elle y reste cantonnée.

Il n'est pas question de revenir sur cette interdiction parce que l'évaluation des impacts sur l'environnement et les écosystèmes ne permet pas de considérer qu'il n'y aurait pas de risque. Au nom de la protection de l'environnement, il convient que la France demande le maintien de cette interdiction./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)